

## Montesquieu : un des 9 territoires à avoir répondu à l'appel à innovation publique

### Une intercommunalité de services, respectueuse du bloc communal

La Communauté de Communes de Montesquieu a un atout : elle n'a pas bougé dans son périmètre depuis sa création il y a 16 ans, contrairement aux importantes recompositions à l'œuvre dans le reste de la Gironde.

Sa gouvernance est stable et correspond au modèle sans doute le plus répandu, celui du « respect quasi absolu du bloc communal ». Son président, Christian Tamarelle, Maire de Saint-Médard-d'Eyrans qui nous

a lui aussi fort chaleureusement accueilli, nous l'explique tranquillement : « *les Maires sont maîtres chez eux (pas de PLU) et tout se fabrique ou presque par consensus dans une intercommunalité de services* ».

Le compromis financier qui tient depuis l'origine - tout service communautaire est couvert financièrement par les ressources communautaires - facilite évidemment cette gouvernance tranquille dont le président dira lui-même qu'elle a un syndrome de « CC tiroir-caisse »... Une situation qui ne perdure que dans les périodes de vaches grasses.

**Montesquieu fait du Développement Durable comme M. Jourdain**

Lutte contre les inondations, opportunité d'achat d'un domaine voué au DD par une congrégation vendeuse, gestion des zones humides, politique de réduction des déchets fondée pédagogiquement sur une réduction de la TOM (effective) et à laquelle est dédié un agent, éducation à l'environnement...

Le développement durable s'installe sans grand discours fondateur mais une politique de l'environnement commence à irriguer le territoire par des animations assez systématisées d'éducation à l'environnement.

Le tout récent tirage spécial « de la terre à l'assiette - pour une alimentation saine, durable et locale » du magazine de la CCM établit une forte cohérence entre les actions et pose un horizon qui ne part pas d'une feuille blanche et pose une



Montesquieu, siège de la CCM / Crédits : Comité des fêtes de Montesquieu

philosophie de l'action : soyons initiateurs, pas moralisateurs, à l'instar d'une critique de l'écologie « punitive » posée dans d'autres cercles.

### L'autonomie et la qualité alimentaire comme défi : un territoire nourricier

C'est à l'initiative de Corinne Martinez, conseillère départementale et déléguée communautaire, présidente de la commission Agenda 21 locale que la CC va candidater à l'appel à projet Labo'Mobile.

Le défi ? « L'accès pour 100 % des habitants à une alimentation saine et durable ». Ce projet innovant amène la CCM à conduire un projet qui ne peut qu'être basé sur la mobilisation de tous les élus communaux et la société civile du territoire intercommunal.

Lors de la première réunion de commission Agenda 21 consacrée au projet, un tour de table permet de présenter les initiatives communales qui répondent déjà aux enjeux affichés. Pour autant, deux questions traversent les débats :

- Les populations de nos communes sont-elles prêtes à partager cette ambition ?

Les réponses de certains maires indiquent que les populations seraient plutôt en demande (qualité des cantines, bio, AMAP). Personne ne conteste aujourd'hui dans une des communes le passage de 5 à 25% de bio en cantine malgré la hausse du prix des repas de 5 %. L'idéal du 100 % bio en

provenance locale est un défi qui peut être compris, s'il est porté par les élus...

Par ailleurs des transformations sont déjà à l'œuvre avec des services civiques présents sur les tables de tri des cantines (gaspillage).

La même population demande un fast-food - mais doit-elle être prise en compte ? - et un projet de santé/alimentation : doit-il être défendu par les élus ?

► La question foncière : 2ème Couronne Bordelaise, Montesquieu constate la venue des populations qui ne peuvent plus se loger à Bordeaux ; comment trouver les terres pour ce défi quand le foncier monte dès qu'on explique de quoi il s'agit ?

Quand la transmission des exploitations, avec une population d'agriculteurs déclinante, ne se fait pas alors même que des recherches d'installation existent. Quand 4,3 millions de personnes visitent la Gironde chaque année (pression touristique). Quand le PPRI (Plan de Prévention du Risque Inondation) Garonne limite également les possibilités.

Des conventions d'information avec la SAFER permettent quelques opérations et par ailleurs un outil foncier est en constitution mais des instruments puissants, à l'échelle du SCOT ou du département, semblent à inventer. Le lien entre local et département dans l'élaboration

d'une politique foncière ambitieuse semble avéré, mais les solutions complexes à mettre en œuvre.

### Défi alimentaire : Des acteurs locaux déjà en route

Le territoire recèle des acteurs impliqués dans la transition écologique qui pourront devenir des partenaires du défi communautaire.

Deux exemples de pépites du territoire : « Les P'tits Cageots » est une association dont le siège et le principal de l'activité ne sont pas sur la CCM. Cette entreprise d'insertion organise la logistique interconnectée et faible en carbone entre producteurs de produits alimentaires bio et/ou locaux et les consommateurs intéressés de l'agglomération bordelaise. Elle est venue sur le territoire de la CCM développer sa propre production maraîchère et de poules pondeuses pour compléter son offre, en chantier d'insertion.

Cette nouvelle activité se développe bien, la demande est là, et l'association aurait besoin de pouvoir s'agrandir. Faute de trouver sur place, elle loue un second terrain (privé) à quelques km sur la CCM. Pour l'instant, le projet associatif reste l'approvisionnement d'une clientèle métropolitaine, et le dépôt qui existe sur le site du technopôle de Montesquieu vise plutôt des travailleurs habitant Bordeaux.

On imagine donc possible un partenariat qui permettrait que

« Les P'tits Cageots » installé somme toute ici par hasard (besoin de foncier) devienne acteur du projet alimentaire territorial, par l'accès de sa production aux habitants de tout le territoire communautaire.

Pour ce faire, il y aura encore à aplanir les relations entre propriétaire (la CCM) et locataire (Les P'tits Cageots), mais le partenaire, expert, est là !

De la même façon, le jardin de Callunes est-il un projet, ô combien moins ambitieux par sa taille et sa capacité de production, mais très exigeant pour son projet humain, utilisant le jardin partagé comme espace pour réapprendre le vivre ensemble, la démocratie réinventée, en même temps que d'apprendre de nombreuses choses sur la nature ou

comment cultiver de manière écologique et manger sainement ! Les bénévoles, qui mènent cette aventure rêvent de faire plus d'émules dans le voisinage.

Deux projets qui participent déjà de l'ambition affichée par le défi territorial, et qui pourraient devenir de bons relais et acteurs du projet !

La présidente de commission Corinne Martinez le sait, elle a encore, avec ses collègues du pain sur la planche : repérer et dessiner la carte des acteurs, entraîner le Conseil Communautaire et le Conseil de Développement, et réunir les acteurs pour organiser le projet. Elle espère pouvoir accueillir le Labo'Mobile en résidence au printemps 2018.

## Et demain ?

Ainsi, l'intercommunalité, dont le projet est en permanente articulation avec le bloc communal, sera amenée, dans le cadre de ce projet-défi, à travailler en modes projet et Labo, avec un horizon politique fort à afficher.

Peut-être communes et communauté qui expérimentent déjà chacune des actions de transition écologique, vont-elles apporter ensemble, les bases de la construction de l'intérêt communautaire autour de ces défis. Voire concevoir un projet de territoire en élargissant la réflexion avec les acteurs locaux. Beau Défi !



Château de la Brède / Crédits : Carole J, CC-BY-SA